

visant à les mettre en valeur ou à les évoquer fait l'objet de graves sanctions. De nombreux nationalistes ukrainiens ont été emprisonnés en raison de leurs activités. Certains sont détenus dans les installations du Perm Camp 36, réputées pour la rigueur des conditions qui y sont imposées. Aucun des nationalistes ukrainiens détenus dans ce camp n'a été libéré au cours de la période d'amnistie que le gouvernement soviétique a décrétée en février 1987, bien que plusieurs aient par la suite été relâchés.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique a annexé de force la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Ni le Canada ni aucun autre pays de l'Ouest ne reconnaît la légalité de cette occupation forcée. Encore de nos jours, un nationalisme actif persiste dans ces régions de l'URSS. Le gouvernement soviétique y applique depuis longtemps un programme de russification; il tente d'inciter la population à renoncer à l'enseignement des cultures et des langues locales. Les ressortissants russes ou ceux qui parlent russe obtiennent les meilleurs emplois et les meilleurs logements. Des Russes ont été envoyés dans certaines régions pour y renverser la balance démographique au détriment des nationaux locaux. On ne tolère pas les activités à caractère nationaliste: on coupe court aux manifestations nationalistes et les activistes sont emprisonnés ou exilés.

Selon un témoignage présenté au Comité, la minorité polonaise de l'Union soviétique compterait plus de 2,5 millions de membres. En raison de la politique de russification que le gouvernement soviétique applique, la langue polonaise a pratiquement disparu au cours des cinquante dernières années. Il n'existe à toutes fins utiles aucune institution culturelle ni aucun établissement d'enseignement de langue polonaise dans les diverses républiques où l'on trouve des minorités polonaises.

En Tchécoslovaquie, la minorité hongroise subit la politique d'assimilation du gouvernement depuis des années. Au fil des ans, de nombreuses écoles de langue hongroise et des institutions culturelles hongroises ont dû fermer leurs portes. Ceux qui parlent hongrois en public sont victimes de harcèlement.

Le gouvernement de la Roumanie a cherché à affaiblir ses minorités et les a contraintes à s'assimiler à la culture et à la langue de la majorité. La minorité hongroise est particulièrement visée. Il n'existe que peu d'institutions culturelles ou d'établissements d'enseignement de langue hongroise. Des particuliers parlant roumain ont dû s'établir dans des villes et des villages de langue hongroise dans la province de Transylvanie. Enfin, on